

## Burundi : la FIDH réclame des casques bleus "pour prévenir un dérapage extrême"

@rib News, 31/03/2016 â€“ Source AFP Face à une situation "extrêmement grave" au Burundi et pour éviter un "dérapage extrême", Florent Geel (photo), directeur Afrique de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), réclame l'envoi d'une mission des Nations unies dans le pays, dans un entretien à l'AFP. Le Burundi est plongé depuis plus de 10 mois dans une crise politique profonde, née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir. Les violences ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 250.000 personnes à quitter le pays.

Question : Vous revenez d'une mission de dix jours au Burundi. Dans quelle situation se trouve le pays ? Réponse : La situation nous semble extrêmement grave. Le pouvoir a mis en place une chaîne de commandement parallèle qui mobilise certains organes de la police et de l'armée, et mène une répression assez féroce principalement dans Bujumbura et sa région. C'est là où se concentrent essentiellement les partisans de l'opposition, jeunes, étudiants, ceux qui ont manifesté contre le troisième mandat (du président Nkurunziza), Hutu et Tutsi. Mais aujourd'hui le pouvoir essaie d'appuyer sur cette dimension ethnique et dans les opérations de répression les Tutsi sont beaucoup plus ciblés que les Hutu. (...) Des témoignages corroborés montrent qu'il y a eu des ratissages massifs et des exécutions sommaires, pour des motivations politico-ethniques. Dans les quartiers (fidèles à l'opposition), comme Mukatura, Cibitoke, les rues sont vides, les magasins sont fermés. Les gens ont été ratissés ou ils ont fui. Ceux qui restent sont dans une peur extrême d'être dénoncés et de se faire arrêter. Q : Qu'advient-il des personnes arrêtées ? R : Les centres de détention officiels sont visités régulièrement par les représentants de l'ONU et du CICR sur place. Mais les détenus les plus torturés sont cachés aux observateurs lors de leur venue et on a eu des informations très précises sur l'utilisation de lieux de détention et de torture non officiels. Même dans les centres de détention officiels, les gens sont systématiquement battus, quasi-systématiquement torturés. Il y a une séance de bienvenue qui s'appelle +la correction+ Il y a une séparation entre Hutu et Tutsi. Les Tutsi sont plus torturés que les Hutu. Certains en ressortent mais peu, beaucoup disparaissent. Après (les répressions) du 11 décembre, des fosses communes ont été creusées pour y déposer les corps mais cela a été trop visible. Aujourd'hui il semble qu'on enterre les gens dans des petites tombes - avec cinq corps maximum - pour que cela passe inaperçu. La politique générale de la répression est d'être en dessous du radar de la communauté internationale pour ne pas attirer l'attention ou des récriminations officielles. Les groupes armés (de l'opposition) commettent eux aussi des exactions, en moins grand nombre: assassinats, attaques à la grenade parfois sans discrimination qui peuvent toucher des civils. Q : Que doit faire la communauté internationale à votre sens ? R : Une résolution est en discussion au conseil de sécurité. Dans l'idéal, il faudrait une mission de l'ONU parce qu'il faut des témoins de ce qui est en train de se passer au Burundi. La communauté internationale part et le gouvernement burundais va pousser les organisations non gouvernementales à partir pour pouvoir réprimer sans témoins. Donc on pense qu'il faut que des gens soient présents, témoignent et puissent le cas échéant aussi protéger la population civile. Il faut à minima la présence de forces de police des Nations unies pour prévenir un dérapage extrême. Des téléphones cellulaires ont été distribués à tous les chefs de collines, il y a un maillage des services de l'Etat, des Imbonerakure (une "milice" selon l'ONU), qui est réel dans l'ensemble du pays. Pour autant on n'est pas convaincu qu'un génocide à la rwandaise est envisageable, c'est à dire la participation de la population à des massacres de masse. Mais l'Etat tel qu'il est aujourd'hui a les moyens de mener des répressions à large échelle et une forme de nettoyage ethnique. (Propos recueillis par Marie WOLFROM)